

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/DSB/M/82

26 juin 2000

(00-2605)

Organe de règlement des différends
25 mai 2000

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

tenue au Centre William Rappard, le 25 mai 2000

Président: M. Stuart Harbinson (Hong Kong, Chine)

Questions examinées:

Page

- | | | |
|-----------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| 1. | Désignation d'un membre de l'Organe d'appel..... | 1 |
| 2. | Rapport de situation sur les consultations informelles concernant la question de l'harmonisation de la durée du mandat des membres de l'Organe d'appel et les processus de sélection pour les désignations futures des membres de l'Organe d'appel..... | 4 |

1. Désignation d'un membre de l'Organe d'appel

1. Le Président a rappelé qu'à sa réunion du 7 avril 2000, l'ORD avait autorisé le Comité de sélection précédent composé des Présidents – en poste en 1999 – du Conseil général, de l'ORD et des Conseils du commerce des marchandises, du commerce des services et des ADPIC, ainsi que du Directeur général, à poursuivre les travaux relatifs à la sélection d'un nouveau candidat pour occuper le poste laissé vacant par le regretté M. Christopher Beeby. À cette réunion, il avait également été décidé de fixer le délai pour la présentation des candidats au 5 mai 2000. À l'expiration du délai, deux candidats avaient été retenus. Le Comité de sélection avait eu avec chacun d'eux des entretiens approfondis et avait entendu, une nouvelle fois, l'avis des Membres. Il attirait l'attention sur une télécopie de la Division du Conseil, datée du 19 mars 2000, notifiant les recommandations du Comité de sélection sur la désignation d'un nouveau membre pour remplacer le regretté M. Beeby. Le texte était le suivant:

"M. l'Ambassadeur Kåre Bryn, Président du Comité de sélection établi par l'ORD, souhaite notifier aux Membres la conclusion ci-après formulée par le Comité:

Le Comité de sélection a été établi par l'ORD en vue de formuler une recommandation quant à la désignation d'un remplaçant au poste du regretté M. Beeby. Il a eu avec les deux candidats des entretiens approfondis et a entendu une nouvelle fois l'avis des Membres. Tout au long du processus, le Comité a toujours gardé à l'esprit les lignes directrices, règles et procédures énoncées dans le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends et dans le document WT/DSB/1 régissant la sélection et la désignation des membres de l'Organe d'appel. Le Comité a également tenu compte de la déclaration du Président de l'ORD (en fonction à l'époque) faite en novembre 1995 selon laquelle la composition de l'Organe d'appel pouvait varier dans le temps, sa composition initiale ne conférerait aucun droit et les désignations initiales ne compromettraient en aucune façon la possibilité qu'à l'avenir, la composition régionale ou nationale soit différente (WT/DSB/M/9). Aussi le Comité recommande-t-il vivement de désigner la personne suivante:

Professeur Yasuhei Taniguchi

Le Comité estime que cette éminente personnalité est hautement qualifiée pour le poste de membre de l'Organe d'appel. Compte tenu de ce qui précède, le Président de l'ORD propose de tenir une réunion extraordinaire le 25 mai 2000 au cours de laquelle l'ORD décidera de désigner le Professeur Taniguchi en tant que membre de l'Organe d'appel pour le reste du mandat du regretté M. Beeby, soit jusqu'au 10 décembre 2003 inclus."

2. Le Président a proposé que l'ORD se prononce tout d'abord sur la recommandation susmentionnée, après quoi les délégations seraient invitées à formuler leurs observations. En conséquence, et conformément à la recommandation du Comité de sélection, il a proposé que l'ORD décide de désigner le Professeur Taniguchi en tant que membre de l'Organe d'appel pour le reste du mandat du regretté M. Beeby, soit jusqu'au 10 décembre 2003 inclus.

3. L'ORD en est ainsi convenu.

4. Le représentant du Japon a remercié les Membres, au nom de son pays, d'avoir suivi la recommandation du Comité de sélection de désigner le Professeur Taniguchi en tant que membre de l'Organe d'appel pour remplacer le regretté M. Beeby. Il a remercié le Comité de sélection pour avoir, là encore, rempli son mandat de manière objective et efficace. Même si seulement deux candidats avaient été sélectionnés, il s'agissait de personnes hautement qualifiées et compétentes. C'est pourquoi il avait été difficile, pour le Comité de sélection, de prendre sa décision. Le Japon se réjouissait de la désignation de son candidat au poste de membre de l'Organe d'appel. Par ailleurs, les Membres continueraient à bénéficier de la compétence et de la collaboration de M. D. Georgiev (Bulgarie) qui avait largement contribué au développement du mécanisme de règlement des différends au cours des dernières années. Il remerciait les Membres qui avaient apporté leur soutien à la candidature du Professeur Taniguchi. Il pensait que la meilleure façon, pour le Professeur Taniguchi, de témoigner sa gratitude aux Membres pour le soutien qu'ils lui avaient accordé était de remplir sa fonction de la façon la plus équitable, la plus sincère et la plus dévouée possible. Il se disait convaincu que le Professeur Taniguchi se montrerait digne de la confiance dont les Membres l'honoraient et qu'il apporterait une contribution précieuse au système de règlement des différends.

5. Le représentant de l'Australie a dit que son pays se félicitait de la désignation du Professeur Taniguchi en tant que membre de l'Organe d'appel et a remercié le Comité de sélection pour avoir, là encore, rempli son mandat de manière objective et efficace. Il a fait observer que l'Australie avait apporté son soutien au candidat sur la base des principes du mérite et de la large représentation de l'OMC consacrés dans l'article 17:3 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Son pays souhaitait éviter que la composition de l'Organe d'appel ne s'inscrive dans un système rigide fondé sur un nombre de sièges par pays ou par région.

6. La représentante des États-Unis a dit que sa délégation était en plein accord avec le choix du Comité de sélection. Ce dernier avait consacré beaucoup de temps à la sélection d'un candidat. Sa délégation félicitait le nouveau membre de l'Organe d'appel qui allait devoir faire face à de nombreux défis et se réjouissait de sa désignation. Les États-Unis remerciaient la Bulgarie pour avoir proposé son candidat. Les deux candidats étaient excellents et il avait été difficile, pour le Comité de sélection, de faire un choix. Sa délégation souhaitait la bienvenue au nouveau membre dont la réputation était excellente et qui était hautement considéré dans le domaine du droit international.

7. Le représentant de la Bulgarie a dit que son pays félicitait le Japon pour la désignation du Professeur Taniguchi en tant que membre de l'Organe d'appel, ainsi que du Professeur Georges M. Abi-Saab (Égypte) et de M. Arumugamangalam V. Ganesan (Inde). Il s'est dit convaincu qu'ils apporteraient une contribution précieuse aux travaux de l'Organe d'appel. Il a remercié les délégations qui avaient apporté leur soutien au candidat de la Bulgarie au cours du présent et du

précédent processus de sélection. Il souhaitait faire quelques observations générales sur le processus de sélection des membres de l'Organe d'appel. L'article 17:3 du Mémoire d'accord disposait ce qui suit: "La composition de l'Organe d'appel sera, dans l'ensemble, représentative de celle de l'OMC." Selon la Bulgarie, étant donné que les économies en transition étaient reconnues par l'Accord de l'OMC en tant que catégorie distincte de pays, il était particulièrement indiqué d'accueillir des membres de ces pays au sein de l'Organe d'appel. Pour assurer une plus grande cohérence avec la prescription concernant la large représentation des Membres de l'OMC, il serait également préférable d'assurer une rotation et de désigner des membres de l'Organe d'appel originaires d'autres pays que ceux des membres sortants. Les petits pays tels que la Bulgarie n'étaient pas les principaux utilisateurs du mécanisme de règlement des différends. Néanmoins, ils étaient particulièrement concernés par ce système en tant que principale garantie du système commercial multilatéral fondé sur des règles. Il était essentiel, pour les petites économies tributaires des échanges commerciaux, que le commerce mondial soit fondé sur des règles. En outre, étant donné que les petits pays n'étaient pas les principaux utilisateurs du système de règlement des différends, les membres originaires de ces pays pourraient apporter une contribution précieuse en garantissant l'impartialité dans les travaux de l'Organe d'appel.

8. S'agissant des qualités professionnelles des membres de l'Organe d'appel, le Mémoire d'accord disposait ce qui suit: "l'Organe d'appel comprendra des personnes dont l'autorité est reconnue, qui auront fait preuve de leur connaissance du droit, du commerce international et des questions relevant des accords visés en général". Contrairement à la désignation d'autres personnes - pour laquelle aucune prescription particulière à l'égard des candidats n'était prévue dans l'Accord de l'OMC -, en ce qui concerne le processus de sélection des membres de l'Organe d'appel, le Mémoire d'accord définissait des critères juridiquement contraignants, tant au niveau de la représentativité que des qualités professionnelles. Pour assurer la crédibilité du système commercial multilatéral et la confiance dans l'OMC, il était essentiel que les règles relatives à la composition et au fonctionnement de l'OMC, qui était chargée de garantir l'aspect réglementaire du système, soient scrupuleusement respectées. Les membres de l'Organe d'appel devaient satisfaire à l'ensemble des critères personnels énoncés à l'article 17:3 du Mémoire d'accord, qui exigeait non seulement une connaissance du droit, mais aussi du commerce international et des accords visés, et cela d'autant plus que chaque membre de l'Organe d'appel, dans chaque appel, était responsable de la totalité du rapport qu'il signait et non de certaines parties seulement.

9. S'agissant de l'amélioration de la procédure, le processus de sélection devrait avant tout s'attacher aux prescriptions de l'article 17:3 du Mémoire d'accord et seulement ensuite, considérer le soutien accordé par les Membres aux différents candidats. Cette solution semblait indiquée, étant donné que certaines délégations préféreraient peut-être entendre la recommandation du Comité de sélection, basée sur les qualités des candidats et sur leur représentativité, avant de décider à qui elles accordent leur soutien. Si le Comité de sélection ne fondait pas sa recommandation exclusivement sur l'article 17:3, l'avis de ces pays ne serait pas pris en compte de façon équitable. Les sélections récentes des membres de l'Organe d'appel avaient été décevantes du point de vue des prescriptions du Mémoire d'accord. L'occasion avait été excellente, pour l'OMC, de montrer qu'elle se fondait sur des règles et qu'elle était ouverte à tous les participants au commerce international, y compris les petits pays et les pays en transition. Malheureusement, elle n'avait pas saisi cette occasion. Il restait à espérer qu'elle ne manquerait pas de telles occasions à l'avenir. La réussite du système commercial multilatéral dépendait des choix responsables qui seraient opérés au sein de l'OMC.

10. Le représentant des Communautés européennes a fait savoir que sa délégation se réjouissait de la décision rapide et efficace du Comité de sélection. Les CE se félicitaient de la désignation du Professeur Taniguchi qui possédait les compétences nécessaires et remerciaient la Bulgarie pour avoir proposé son candidat. Il était important d'avoir le choix entre plusieurs personnes. Il a pris note de la déclaration de la Bulgarie concernant les procédures. Les CE estimaient toutefois que les procédures de sélection avaient été respectées et que les prescriptions de l'article 17:3 du Mémoire d'accord

avaient été suivies. La notion de large représentation ne signifiait pas que tous les groupes géographiques pouvaient être représentés. Ce n'était guère possible et il convenait de replacer ce principe dans un contexte plus large. Il estimait que le processus actuel était un modèle de prise de décision rapide et efficace à suivre pour d'autres procédures de sélection, par exemple celle d'un futur directeur général.

11. Le Président a dit que, de l'avis général, les deux candidats qui avaient été présentés au Comité de sélection étaient hautement qualifiés et il leur a exprimé ses félicitations, ainsi qu'aux gouvernements qui les avaient soutenus. Il a félicité le Professeur Taniguchi pour sa désignation en tant que membre de l'Organe d'appel.

12. L'ORD a pris note des déclarations faites.

2. Rapport de situation sur les consultations informelles concernant la question de l'harmonisation de la durée du mandat des membres de l'Organe d'appel et les processus de sélection pour les désignations futures des membres de l'Organe d'appel

13. Le Président a fait savoir qu'il souhaitait s'exprimer brièvement sur une question concernant l'Organe d'appel qui s'était posée lors de la désignation de Messieurs Abi-Saab et Ganesan à la réunion de l'ORD du 7 avril. Il a rappelé – comme cela était indiqué dans le compte rendu de la réunion – que plusieurs délégations lui avaient demandé de tenir des consultations informelles sur l'harmonisation de la durée du mandat des membres de l'Organe d'appel et les processus de sélection pour les désignations futures. Des consultations informelles avaient eu lieu et une réunion informelle à participation non restreinte s'était tenue le 17 mai 2000. Bien que ces consultations n'aient pas été concluantes, elles avaient révélé l'existence d'un large soutien en faveur d'une approche dite "des deux groupes" pour ce qui était de la désignation future des membres de l'Organe d'appel. En d'autres termes, il était envisagé d'examiner les désignations pour un groupe de trois et pour un groupe de quatre membres. Il avait également été noté que le groupe composé de trois membres devrait être traité en premier. Les mandats des trois membres concernés devaient venir à expiration en même temps en décembre 2001. Une série d'options avait été envisagée pour l'examen du groupe de quatre à un stade ultérieur. Les Membres souhaitaient poursuivre leur réflexion sur ce point et d'autres consultations informelles se tiendraient en temps voulu.

14. L'ORD a pris note des déclarations faites.
